

# Rouge & Vert

## LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

ÉDITO

# La Poste n'est pas à vendre!

RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE  
LIQUIDATION TOTALE!  
TOUT DOIT DISPARAITRE!  
LIQUIDATION TOTALE!



**C'**est par un communiqué du président de la Poste, publié au tout début des vacances d'été, que le gouvernement a annoncé sa volonté de changer rapidement le statut de l'entreprise publique en ouvrant son capital. Cette date n'a évidemment pas été choisie au hasard. Il s'agissait, pour la direction de la Poste comme pour le gouvernement, de mettre à profit les deux mois d'été pour banaliser cette annonce dans l'opinion publique mais surtout pour convaincre le maximum de cadres - et de salarié-e-s - de l'entreprise

d'adhérer, et, si possible, de devenir zéloteurs de cette privatisation.

Et elle n'a pas négocié sur le fric, chaque postier-e étant arrosé d'infos vantant l'ouverture du capital et assurant que cette évolution serait évidemment indolore. Dans le même temps, les ministres se répandaient dans la presse pour affirmer que le service public postal ne serait pas remis en cause.

L'appel commun de tous les syndicats de la Poste, dès le 2 septem-

bre, à une journée unitaire de grève et de manifestations le mardi 23 septembre prochain a remis les pendules à l'heure sur les conséquences prévisibles de cette privatisation, tant pour les usagers que pour les postiers, et sur la nécessité d'associer la population tout entière à la défense du service public postal.

Plusieurs réunions entre syndicats de la Poste, partis politiques, dont les Alternatifs, et élu-e-s locaux se sont tenues tant nationalement que localement pour accroître la mobilisation. Outre les pétitions nationales à reproduire et faire circuler partout, la proposition de mener une campagne de collectes de signatures pour l'organisation d'un référendum sur la privatisation de la Poste a été faite par plusieurs syndicats (FO et SUD notamment). Si la réussite d'une telle campagne n'est pas simple, puisqu'il s'agirait de recueillir 4 500 000 signatures, et si elle ne donne aucune garantie quant à la tenue réelle du référendum, puisqu'en dernier ressort c'est le gouvernement qui décide, elle permettrait dans tout le pays une formidable mobilisation de masse pour la défense du service public. Pour notre part nous y sommes prêts. En tout état de cause, Les Alternatifs seront partie prenante de toutes les mobilisations et feront tout pour garder à la Poste son statut de service public. ■

## QUELLES CONSÉQUENCES ?

**L**a Poste, que bien des caricatures aiment à présenter comme ringarde, a profondément changé ces vingt dernières années. La mécanisation et l'informatisation ont contribué à l'évolution des métiers du tri, de l'acheminement et de la distribution et des bureaux de poste. Mais, pour les responsables, ces évolutions ont surtout été mises à profit pour rentabiliser l'entreprise.

Exemples :

- 35 000 emplois ont été supprimés entre 2002 et 2007. Aujourd'hui la Poste salarie 290 000 personnes, dont seulement 57% de fonctionnaires. L'introduction massive d'emplois privés s'est traduite par une véritable explosion de la précarité et de la SMI-Cardisation et par le développement des horaires dits "atypiques" telles les 4/11 des plateformes de tri.
- S'il reste aujourd'hui 11.900 bureaux de Poste en France, 5.000 ont déjà été transformés en agence postale prise en charge par les communes ou en relais postal chez les commerçants, tandis que des centaines ont été purement et simplement fermés.
- Les conditions d'exercice des métiers en lien direct avec le public sont profondément modifiées. La distribution postale quotidienne avec une zone géogra-

phique attribuée à un facteur - de plus en plus à une factrice - est remise en cause. Les bureaux de Poste sont transformés en bazars où l'en vend (encore) des timbres. Et partout le manque d'effectifs est criant.

- La priorité donnée aux grandes entreprises jugées évidemment plus rentables s'est accentuée.

C'est une gigantesque accélération de ces évolutions en tous points négatives pour la population qu'entraînerait la privatisation. Les recommandations de la Commission européenne en matière de rationalisation des entreprises postales tiennent du programme :

- abaisser de la fréquence de distribution à 5 jours sur 7
- supprimer le tarif unique (qui ne l'est déjà plus en France pour les grandes entreprises de vente par correspondance)
- franchiser et externaliser les bureaux de poste,
- modifier les heures d'ouverture des bureaux (dans les deux sens, les réduire à peau de chagrin en zone rurale avant de constater la chute du seuil de rentabilité, les exploser en les calquant sur les grandes surfaces en zone urbaine)
- réduire les coûts de transport en utilisant la route au lieu du rail pour améliorer la productivité. ■

J.D.

Julien DOUILLARD

# Menace pour la presse

Le 18 juillet dernier un accord a été signé entre l'Etat, la Poste et les éditeurs de la presse nationale fixant obligation à la Poste d'assurer la distribution de la presse sur tout le territoire 6 jours par semaine avec un bon niveau de qualité et à un « prix abordable » afin de garantir l'accès à l'information. Cet accord, qui va entraîner une hausse régulière et significative des coûts pour la presse, a été à juste titre vécu par les éditeurs comme un véritable chantage de l'Etat et de la Poste. Déjà, sur les quatre dernières années, et selon les chiffres de la direction de la Poste le coût global de l'acheminement et de la distribution de la presse quotidienne a baissé de 11,4%. Mais la participation de l'Etat a diminué de 13%, la contribution de la Poste de 13,2% tandis que la charge des éditeurs progressait de 10,3%. C'est évidemment vers cette volonté de tendre, à terme, à la prise en charge du coût réel que s'inscrit l'accord de juillet.

Avec des conséquences en cascade pour une presse quotidienne déjà fortement fragilisée par la chute de sa diffusion et par la baisse de la publicité.

Pour assumer ses obligations de service public dans un marché totalement libéralisé, la Poste est actuellement entrain de mettre en place son propre réseau de portage de presse. Déjà deux entreprises de distribution (Média Express et PAP) ont été rachetées par la Poste. Dumping social garantie pour les salariés (à temps partiel, payés au SMIC, utilisation des véhicules personnels, etc...) et absurdité écologique en doublant de fait les réseaux de distribution plutôt que de renforcer la distribution postale.

Pour la presse d'opinion et les journaux militants, comme « Rouge et Vert » (abonnez vous !), la situation est bien pire. La hausse continue des frais postaux se double en effet de l'obligation d'un recourt à des entreprises de routage – succursales ou sous-traitantes de la Poste. Ayant personnellement négocié avec la direction de la Poste de mon département le coût de diffusion du journal local des Alternatifs, je m'étais vu opposer que la Poste traitait de façon égalitaire Paris Match ou la lettre des Alternatifs avec ses 200 abonnées ! Pour les plus petites de ces publications, le coût du routage est supérieur à celui de l'acheminement. C'est une des raisons majeures de la disparition de nombre de ces petits journaux ces dernières années ... et d'un jonglage financier difficile pour tous les autres.

J.D.

# NON A LA PR

La privatisation de La Poste me met vraiment en colère. Ce n'est pas par sympathie particulière pour l'étatisme, véritable dérive des nationalisations définies à la Libération, et qu'il faudrait redéfinir, par rapport aux nombreuses autres formes de propriété et d'organisation sociale.

Mais, je ressens comme une injure le cynisme et le dogmatisme de ceux qui sont installés au pouvoir. Depuis vingt-cinq ans, le néolibéralisme confirme qu'il représente une phase du capitalisme de nature particulièrement régressive. Evidemment, tout n'est pas perdu pour tout le monde, la massive redistribution des revenus des pauvres vers les riches continue à progresser. La destruction des emplois est une machine à générer des profits.

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)  
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,  
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

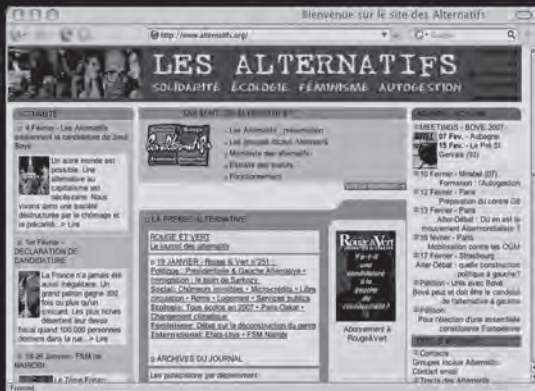
JJ.Boislaroussie, B.Bossé, M.Buisson,  
E.Cadic-Njeim, M.Colloghan, J.Douillard,  
JL.Griveau, JL.Lebourhis, JL.Ledizès,  
H.Mermé, JF.Pellissier et E.Ronchon

Edité par la SARL SECA

(Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)  
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835  
durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Merieux

imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

site : [www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org)



## ABONNEMENT

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,  
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER

### ABONNEMENT

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et vert journal.

Et tout ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une enveloppe pour Les Alternatifs. 40, rue de Malte 75011 Paris

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS  
A ROUGE ET VERT\*

**CONFLITS SOCIAUX :****En finir avec les idées reçues**

**N**otre perception des luttes sociales repose parfois sur des mythes, où est surdéterminée par des considérations politiques ( cf. le conflit de novembre dernier a propos de régimes spéciaux de retraite et son analyse lors du congrès de la Lcr).

Ces constructions peuvent gêner une bonne compréhension et donc une participation efficace aux luttes sociales.

**1ere idée reçue: la France pays de «gréviculteurs».**

En raison de la capacité de certains conflits à générer une crise sociale autant que politique, notre pays est présenté comme fortement marqué par les conflits sociaux.

Pourtant, quels que soient les critères retenus, aucun ne nous place dans les pays de tête en terme de conflictualité sociale en Europe où dans l'OCDE, mais plutôt en milieu de tableau, voire parmi les plus calmes. L'étude, la plus à contre courant des idées reçues classe la France 16<sup>e</sup> sur les 18 pays étudiés. Une tentative de résumer la conflictualité des années 1990 donne ce résultat : *«les grèves rassemblent en moyenne 82 salariés, durent en moyenne 1,9 jour et sont effectuées en moyenne annuelle par 1,6% des salariés du pays»*<sup>1</sup>.

Certains prenant acte de la descente très sensible du nombre de jours de grève dressent la défaite de la "classe ouvrière". Ils péchent par excès, la conflictualité ne pouvant se juger à partir de la seule grève.

**2e idée reçue: la grève comme seule mesure de la conflictualité.**

Le principal prisme médiatique pour estimer la conflictualité consiste au calcul des Journées Individuelles Non Travaillées (JINT). Or, celles ci ont un défaut important : elles ne prennent en compte que les grèves avec cessation totale d'activité. Sont ainsi écartées les grèves du zèle, les grèves perlées.

Alors que l'indice JINT indique une décline de la combativité, une enquête menée par la DARES auprès des directions d'entreprises, des représentants du personnel et des salariés aboutit à des résultats contraires.

Ainsi, 30% des directions d'entreprises ont déclaré avoir connu un conflit collectif entre 2002 et 2004 contre 21% entre 1996 et 1998. De telles divergences proviennent de la prise en compte dans l'étude REPOSE de la DARES d'autres formes d'opposition : grèves du zèle, manifestations...etc

La conclusion tirée par les auteurs de cette enquête consiste à noter que *«ce sont les actions collectives sans arrêt de travail qui ont contribué à cette hausse»*. ( Une autre donnée intéressante durant la période observée est le triplement des conflits concernant le refus d'heures supplémentaires : de 3,2% à 9,6%).

Ainsi le refus de l'ordre patronal, la combativité ouvrière, ont perdu en radicalité et en visibilité mais existent bel et bien.

**3e idée reçue : le taux de syndicalisation, catastrophique, rend le syndicalisme moribond.**

Indéniablement le taux de syndicalisation est faible en France, mais le catastrophisme gomme une réalité: le syndicalisme de masse n'a jamais existé dans l'Hexagone, sinon à l'occasion de moments paroxystiques très limités. Ainsi l'exemple le plus parlant est la période du Front Populaire: entre mars 1936 et mars 1937, la CGT passe de 785.000 à 4 millions d'adhérents. Une augmentation semblable se vérifie du sortir de la 1ere guerre mondiale jusqu'en 1920. Dans ces conditions, il convient de s'interroger sur la pertinence du taux de syndicalisation. Tout voir à travers ce prisme, c'est présumer une volonté des syndicats de construire un syndicalisme de masse. Or le «syndicalisme révolutionnaire» du début du XXe siècle ne poursuivait pas un tel objectif.

Victor Griffuelhes affirmait sans détour préférer une minorité consciente, sûre de sa force, à une «masse informe». Pour caricaturale qu'elle soit, cette vision a laissé des traces, comme le refus viscéral de l'adhésion obligatoire, et la méfiance de la CGT envers le «syndicalisme de services».

Si nous pouvons tous porter des idées reçues, certains en abusent sciemment en relativisant la question du soutien aux secteurs en lutte. Les tenants d'une vision catastrophiste de la syndicalisation insistent beaucoup sur les tares d'une soi disant politisation des syndicats et se montrent très peu critiques envers la CFDT ou d'autres syndicats privilégiant la négociation. Il est donc nécessaire d'éviter les fausses évidences sur le syndicalisme. ■

Jean-Louis LE BOURHIS

**IVATISATION DE LA POSTE**

Elle passe par la casse systématique des services publics qui ont, à leurs yeux, le double avantage de liquider des réserves d'emplois (et pour eux, tout emploi stable peut-être considéré comme inutile !) et d'affaiblir le lien social (et pour eux, le lien social est toujours suspect de produire de la résistance !). Certes, La Poste n'échappe pas à la nécessité de s'adapter et de se moderniser. Mais, la modernisation nécessaire est à l'inverse de cette modernité qui est basée sur la casse sociétale et la casse

sociale. La Poste, avec l'École, a permis d'aménager et d'organiser le territoire, d'assurer des lieux et des personnes qui ont donné une représentation d'un accès à une certaine égalité républicaine dans les zones rurales et dans les quartiers urbains. N'est-ce pas cette notion du service public, porteur de l'intérêt général et de la proximité, qu'il convient de réinventer dans les nouvelles situations en s'appuyant sur les personnels et les bureaux, les compétences et les disponibilités, plutôt qu'en les détruisant?

N'est-ce pas ainsi que peuvent être surmontées les résistances au changement, toujours réelles évidemment, en leur proposant de se dépasser dans un projet socialement utile plutôt qu'en proposant, comme seul horizon social, un «no-future» marchandisé et précarisé? ■

**Gustave MASSIAH**

Economiste, membre fondateur de l'AITEC (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs), membre du Conseil Scientifique d'ATTAC France)

# Petits pas ...

Depuis plusieurs années, les Alternatifs mettent en avant la nécessité de combiner des formes renouvelées de front commun des forces de la gauche de transformation sociale et écologique et la construction d'une organisation politique alternative et écologiste large.

Le premier objectif reste aléatoire, mais les débats organisés autour de l'appel initié par *Politis* vont dans ce sens. Une première rencontre entre les Alternatifs et le NPA, que nous souhaitons partie prenante, avec d'autres, d'un front commun, a eu lieu.

Par ailleurs, plusieurs secteurs militants pouvant s'associer à la démarche de construction d'une force alternative et écologiste sont en mouvement. La nécessité de sortir de débats déconnectés du réel des mobilisations sociales, de s'organiser, mais aussi la dynamique du NPA d'une part, la tentative de constituer un pôle écologiste de Daniel Cohn-Bendit à José Bové d'autre part, incitent à sortir de l'attentisme.

Une première réunion de travail des courants et organisations de l'écologie radicale (dont les Alternatifs) aura lieu en octobre. Après les communistes unitaires qui, compte tenu du débat en cours au sein du PCF, mettent désormais en avant la perspective d'une fédération des gauches alternatives, les collectifs unitaires ouvrent le débat sur un telle perspective.

Le congrès des Alternatifs précisera nos propositions. Un temps de réflexion sera co-organisé dès la fin du mois de septembre par les Alternatifs et les communistes unitaires. ■

Jean-Jacques  
BOISLAROUSSIE

## SÉANCES DE TRAVAIL DES ALTERNATIFS ET DES COMMUNISTES UNITAIRES

# Des différences aux convergences

Nous voulons à la fois traiter des questions qui "fâchent", vérifier nos points d'accord mais ne pas gommer nos différences, et construire du commun. Sans formalisme, ni préalable, les partenaires de la gauche de transformation sociale et écologique sont invités à participer à ces deux séances de travail.

177 rue de Charonne 75011  
Paris M° Alexandre Dumas

### 1ÈRE SÉANCE

*Quel mode de développement ?*

Vendredi 26 septembre 19h à 22 h

### 2ÈME SÉANCE

*Quelles conditions pour engager maintenant la constitution d'une nouvelle force politique ?*

Samedi 27 septembre 9 h 30 à 12 h 30

Où ?  
A l'AGECA

## CUAL

# Sur la proposition de "fédération"...

Motion adoptée à l'unanimité moins trois abstentions par la Coordination Nationale des Collectifs Unitaires, pour une alternative au libéralisme (CNCU), réunie les 6 et 7 septembre 2008 à Saint-Denis

Ces derniers mois, ces dernières semaines, ces derniers jours, des volontés et des disponibilités se sont manifestées de multiples parts pour construire un premier rassemblement au sein de la gauche de transformation sociale et écologique, sous la forme par exemple d'une fédération regroupant des militants et des militantes aujourd'hui membres ou non de diverses structures.

Se sont notamment exprimés en ce sens Les Alternatifs, les Communistes Unitaires, divers courants et organisations de l'écologie radicale dans leur déclaration de Miremont à la fin du mois d'août.

La Coordination Nationale des Collectifs Unitaires réunie les 6 et 7 septembre 2008 à Saint-Denis réaffirme que son objectif reste le rassemblement durable de l'ensemble des forces de la gauche de transformation sociale et écologique, pour construire une alternative politique, sociale, écologique, solidaire, antiraciste, fé-

ministe et altermondialiste. Elle continue à cette fin de proposer que s'organisent des Etats Généraux de la gauche de transformation sociale et écologique.

La CNCU engage dès aujourd'hui en son sein un processus de discussion sur la proposition de fédération des organisations, mouvements, militant-e-s disponibles pour se regrouper dès maintenant, à titre d'étape, et invite les collectifs à se saisir de ce débat.

Elle donne mandat au secrétariat pour organiser des échanges avec les divers groupes et sensibilités susceptibles de participer à ce rassemblement, en particulier pour éclairer les conditions auxquelles cette fédération pourrait se concrétiser. Le compte-rendu de ces échanges sera communiqué aux collectifs, ce qui permettra de nourrir leurs débats, en vue d'une prise de décision lors de la réunion de la CNCU de fin 2008. ■



# Rouge & Vert

## LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

### L'ALTERNATIVE EN EUROPE PASSE PAR UNE POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE A REFONDER

## *Pas sans nous !*

**L'avenir de notre agriculture et de notre alimentation est le problème de chaque citoyen européen !**

**L**es forces au pouvoir, forces politiques, groupes économiques, syndicats dominants, font tout pour nous faire croire que les questions de politique agricole sont purement techniques, beaucoup trop complexes pour le simple citoyen. Cela pour pouvoir continuer de traiter ces questions entre eux. Or, c'est le moment ou jamais de s'emparer du débat alors que se discute la prochaine réforme pendant la présidence de la France dans un contexte de double crise du système alimentaire mondial. En effet, les choix à venir concernent tous les citoyens, compte tenu des enjeux de société liés à l'agriculture et à l'alimentation et, plus globalement, des questions de solidarité internationale.

#### **La PAC formatée par le libéralisme**

Cette politique, menée en notre nom à toutes et tous, est ancrée dans l'évolution des rapports de force et de l'idéologie dominante.

La PAC a connu deux grandes périodes : protectionniste et productiviste jusqu'en 1992, puis libérale et toujours productiviste malgré son nouveau vernis environnementaliste. Au delà des apparences et des conflits partiels, cette politique a toujours été négociée avec les USA. Union Européenne et USA ont ainsi tenté de conserver leur hégémonie sur les échanges agricoles et alimentaires mondiaux, parallèlement à la montée de l'idéologie libérale. Cette offensive dans le domaine agricole s'inscrit dans une stratégie plus globale de l'Europe, à la fois en confrontation et en accord avec les USA. Cette stratégie se manifeste dans ses propositions à l'OMC,

comme dans sa volonté d'imposer des accords bilatéraux encore plus destructeurs pour les politiques autonomes des pays tiers. Ainsi la bataille pour une autre politique agricole est un des axes importants de la lutte contre le capitalisme néolibéral, dans la suite de la bataille du non de gauche lors du referendum sur le Traité Constitutionnel.

**Cette dimension libérale de la politique agricole se retrouve aussi dans le contenu concret des réformes** depuis 1992. Ainsi

l'Union Européenne, loin d'être un acteur de coopération internationale et d'organisation des marchés, s'inscrit pleinement dans la division internationale et la spécialisation de chaque zone mondiale dans quelques productions de « commodités » agricoles. Cette stratégie est particulièrement condamnable dans le contexte de double crise du système alimentaire mondial, crise alimentaire et crise écologique, dans laquelle l'Europe a une grande responsabilité. Ces crises causent bien sûr une crise institutionnelle des organisations internationales. Une telle remise en cause est positive quand elle affecte l'OMC, en particulier sur des questions de protection des agricultures familiales. Elle peut aussi favoriser la reprise en main des agences non encore totalement soumises à l'idéologie ultra libérale, comme la FAO ou la CNUCED par exemple.

Les choix de politique agricole concernent tous les citoyens européens d'abord autour de l'accès à une alimentation de qualité pour tous. Rien qu'en France, 2,5 millions de personnes sont contraintes de faire appel à l'aide alimentaire approvisionnée à travers la Banque Alimentaire par les surplus de l'agro-



alimentaire et de la grande distribution, source de malnutrition et facteur d'obésité. Mais aussi par les questions énergétiques et écologiques et la nécessité de favoriser des systèmes alternatifs plus autonomes, plutôt que choisir une stratégie de fuite, illustrée notamment par les choix en matière d'agrocarburants inefficaces dans les conditions actuelles.

Un autre aspect concerne aussi tous les citoyens européens, c'est le renforcement de la solidarité entre les différents pays membres et notamment la prise en compte de la diversité des situations agricoles européennes.

La réforme de la PAC de 2003 a été obtenue sans grande opposition malgré les plates-formes citoyennes et certains syndicats. Cela montre que la politisation de la question de la PAC, en France et encore davantage à l'échelle des 27, est difficile. D'où l'importance d'une mobilisation large prenant en charge tous les aspects de la politique agricole, sur la base d'une critique complète de la politique actuelle. ■

# La PAC actuelle ne profite qu'à des minorités.

La réforme de 2003, à la suite de celles de 1992 et 1999, cumule tout un ensemble de défauts. Elle ne profite en réalité qu'à quatre catégories d'acteurs :

- **Les firmes de l'agro-business** – souvent transnationales : agroalimentaire, négoce international, grande distribution, incluant les fournisseurs d'intrants (engrais, pesticides, semences, notamment OGM, machinisme...);
- **Les gros agriculteurs** ;
- **Les propriétaires fonciers** et tous les intermédiaires financiers (agents immobiliers, banques...);
- **Les fonctionnaires de la Commission Européenne** et des gouvernements des pays membres qui veulent diminuer les budgets agricoles à terme et ne plus assumer la responsabilité du contrôle de ces budgets. Au passage, la soumission de la PAC à l'idéologie ultralibérale facilite les allers-retours lucratifs des hauts fonctionnaires entre la Commission ou les Gouvernements et les Etats-Majors des grandes firmes de l'agro-business...

## Pour les forces populaires les raisons de s'opposer ne manquent pas :

- **les paysans de l'UE**, pour la mise en place des droits à paiement unique (les DPU, versés à proportion des productions antérieures et des subventions reçues) relevant d'une injustice majeure,
- **les consommateurs** non bénéficiaires de la baisse des prix alors qu'ils financent le coût de la PAC via la TVA,
- **tous les citoyens** soucieux du maintien d'une agriculture répondant à leurs attentes sur les plans alimentaire et environnemental,
- **les paysans et la plupart des pays du Sud**, empêchés de se développer par la suppression des droits de douane, seuls à même de les protéger contre des exports à bas prix d'excédents ou de sous-produits européens (ex. des viandes de poulet non utilisés pour le *nuggets*...)

**Ainsi la PAC actuelle favorise, par la dérégulation en matière agricole, la victoire du libéralisme sur trois points : vider les campagnes, accroître les inégalités, développer les échanges au sein de l'UE et avec le monde, sans réduire les conséquences négatives sur le plan environnemental.**

Le soutien à l'agriculture est désormais basé sur des aides compensatoires découplées (DPU). Il est triplement injuste :

- Calculés sur une référence historique,

les montants touchés chaque année par les agriculteurs en grande culture et en élevage herbivore, sont proportionnels aux surfaces et aux effectifs animaux du début des années 2000 et indépendants de la production, des prix et des coûts réels. Se constituent ainsi des rentes inégalitaires au profit des détenteurs de fort potentiel de production et indépendantes du nombre de travailleurs par exploitation.

- Ces aides sont attribuées sans contraintes sociales (maintien des emplois) et avec des contraintes environnementales limitées,

- Ce système permet à l'UE d'exporter des produits en dessous de ses coûts de production, ceux (bruts ou transformés) issus des productions aidées plus les productions animales (volailles, porcs), utilisant par exemple les céréales à bas prix.

## Trois injustices pour un système inefficace :

choisi pour rendre l'agriculture plus sensible "aux signaux du marché", ce système est inefficace pour assurer des volumes et des prix stables et satisfaisants. En 2007 les producteurs de céréales ont à la fois bénéficié des aides "découplées" et de prix très élevés. De plus le système se piège lui-même : les politiques en faveur des agrocarburants, tout sauf libérales (aides ou contraintes publiques très fortes en UE et aux USA), font artificiellement monter les prix des céréales et des oléagineux.

**Toutes ces critiques sont très peu prises en compte par la Commission Européenne, dans son bilan à mi-parcours, préparatoire à la grande réforme prévue en 2013.** Elle propose quelques adaptations mineures des aides et, dans la poursuite de la veine libérale, la suppression des quotas laitiers et des dernières règles de gestion des marchés ou de protection des spécificités comme en viticulture.

Heureusement, cette PAC issue de la réforme de 2003 contribue à l'amplification des contradictions actuelles :

- Contradiction politiques

et budgétaires au sein de l'UE : deux grands blocs s'affrontent. Les uns, Royaume-Uni en tête, souhaitent le démantèlement complet des outils de régulation des marchés ; les autres, dont la France, résistent mais, pour l'instant, sans proposition pouvant stopper les dégâts écologiques et sociaux.

- Contradictions politiques ou réglementaires au plan international, révélées par le blocage à l'OMC en raison de l'opposition du G20 (notamment de l'Inde) aux réticences européennes et surtout américaines (nouveau *Farm Bill* bourré de subventions) à réduire leurs protections agricoles alors que les pays riches veulent exporter davantage de produits industriels et de services vers les pays émergents.

- Oppositions de plus en plus fortes des opposants au maintien du découplage et de la dérégulation maximale comme le propose la Commission. Ils s'appuient sur l'injustice des droits à paiement unique et sur la crise alimentaire actuelle pour justifier le retour aux instruments de régulation mais sans les défauts de ceux des années 60-80.

**Nous devons utiliser ces contradictions pour construire un large front de propositions alternatives et de mobilisation.**



# Pour une politique agricole et alimentaire alternative, populaire, sociale et écologique

L'élaboration d'une nouvelle politique est aujourd'hui réservée aux institutions: Commission Européenne et parlements européen et nationaux où la bataille sera à bien sûr à mener. Mais seuls des débats et les mobilisations citoyennes pourront permettre d'établir les rapports de force nécessaires pour imaginer en commun et imposer une telle politique alternative. Ces débats et mobilisations peuvent prendre appui sur les propositions élaborées par certaines forces syndicales (Confédération paysanne, Via Campesina...) ou associatives à l'initiative de ce rassemblement d'Annecy. Les multiples expérimentations issues des initiatives locales qui fleurissent un peu partout en Europe, concernant d'autres pratiques de production, d'échange, de consommation, constituent

aussi une base essentielle pour élaborer de nouvelles politiques agricoles et alimentaires aux échelles européennes, nationales et locales. C'est par exemple le cas des AMAP (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne), des groupements fonciers type "Terre de liens" pour faciliter l'installation, de "Semences paysannes"...

Il s'agit en effet d'aboutir à d'autres politiques à ces différentes échelles. Le cadre commun à l'échelle européenne doit être favoriser les politiques plus autonomes aux autres niveaux, souvent fragilisées par le cadre européen actuel : la PAC et d'autres politiques européennes ultra-libérales, comme les règles de la concurrence placées au dessus de tout, notamment en matière d'aides publiques et de fourniture de services et d'aliments aux collectivités.

## Pour une politique agricole et alimentaire de l'Union Européenne basée sur la souveraineté alimentaire

Les changements nécessaires de la politique actuelle, nécessitent la mise en place à l'ONU et l'OMC réformées d'un tout autre cadre international pour l'agriculture fondé sur la souveraineté alimentaire. Cette notion a été ainsi définie : *« chaque pays (Etat et populations) ou groupe de pays a, dans le respect des autres règles de droit, le droit effectif de satisfaire ses besoins alimentaires de la façon qui lui paraît la plus appropriée, mais sans perturber les échanges internationaux et les autres pays »*. Ce nouveau cadre doit notamment permettre d'autres règles en matière d'échange (de se protéger par des droits de douane par exemple...) et autoriser d'autres politiques.

La conquête de ce nouveau cadre international doit aussi être l'occasion d'une tout autre stratégie internationale de l'Union Européenne. La lutte doit être collective pour inscrire le plus largement ce principe dans les chartes internationales, notamment pour donner un rôle central aux droits de l'homme, dont le droit à l'alimentation. La mise en place d'une Politique Agricole et Alimentaire Européenne centrée sur cet objectif enverrait un signal très fort à l'ensemble des pays et des institutions internationales. Ensuite, pour passer du droit théorique au droit effectif, il faudra de nombreux acteurs du changement, dont l'Europe doit être un des principaux.

Parallèlement à la conquête de ce nouveau cadre et pour le justifier, il faudra aussi conquérir une autre politique fondée sur forte régulation publique combinant une protection aux frontières, un système de gestion des marchés, des outils de maîtrise et de répartition équitable des volumes de production entre pays, entre régions, entre producteurs. Ces éléments de politique alternative doivent être précisés pour répondre aux objectifs, sociaux, écologiques et de solidarité inter-nationale suivants :

1. Pour une alimentation saine, équilibrée, accessible à tous,
2. Pour l'emploi en agriculture et un développement rural équilibré,
3. Pour un meilleur respect de l'environnement et des écosystèmes,
4. Pour une véritable coopération internationale.

## Pour avancer ces prochains mois :

Ces objectifs supposent aussi des politiques nationales cohérentes, issues de mobilisations locales, politiques en conformité tenant compte de la diversité des agricultures et des sociétés des différents pays membres de l'Union Européenne, actuels ou futurs. Les outils nécessaires pour atteindre ces objectifs devront aussi être discutés en évaluant collectivement les très nombreuses expériences menées à travers le monde.

Une nouvelle Politique Agricole et Alimentaire de ce type ne se réalisera sans doute pas sans changement en profondeur de la société européenne. Elle peut et doit constituer un levier de prise de conscience et d'expérimentation. On ne peut pas se permettre d'attendre que tout change ! Il faut en particulier donner toute leur force et leur sens aux pratiques innovantes à la base.

Pour promouvoir une telle politique et ces pratiques dans les années qui viennent, les Alternatifs proposent :

- de profiter du calendrier électoral commun pour 2009. Les **élections au Parlement Européen** doivent être une occasion de discuter de la PAC actuelle et de ce que devrait être le **socle commun d'une Politique Agricole et Alimentaire Européenne** alternative. Les réalités politiques sont souvent très différentes d'un pays à l'autre, et il ne semble pas qu'il existe une force politique unifiée dans les 27 pays membres qui puisse la porter. Mais les principes de base devraient pouvoir être repris par toutes les listes se revendiquant de la justice sociale et de l'écologie, même si ces listes pourront être concurrentes dans tel ou tel pays.
- De **multiplier les débats autour des outils** qui peuvent être mis en place pour satisfaire à ces objectifs, au sein de forum sociaux ou autres.
- De **recenser systématiquement les initiatives locales ou nationales** qui vont dans le sens de ces objectifs, de **les confronter lors de rencontres** et de les promouvoir dans les différents pays membres,
- De prolonger ce rassemblement d'Annecy en l'élargissant à d'autres forces.

Pour nous joindre ou en savoir plus :  
Les Alternatifs, 40 rue de Malte, 75011 Paris  
[www.alternatifs.org](http://www.alternatifs.org)  
mél : [contact@alternatifs.org](mailto:contact@alternatifs.org)



## UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

## ★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques). Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.



## AUTOGESTIONNAIRES



La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



## VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



## ♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

## 👉 PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.



## INDE

# Quand l'éducation est le moteur du développement

*Vingt six ans après un premier voyage en Inde, Jean-François Le Dizès a fait en six semaines une boucle en moto dans le nord du pays en passant par le Cachemire, le désert du Rajasthan, Mumbai\*et Calcutta. Témoignage.*

**P**ar rapport à mon voyage de 1982, j'ai trouvé l'éducation indienne métamorphosée. À cette époque, 20% seulement des enfants étaient scolarisés.

## Éducation : d'un extrême à l'autre

À cause du manque de locaux, les trois quarts des cours se donnaient sous les arbres<sup>1</sup>. La population rurale était ignare. [...] Aujourd'hui, la très grande majorité des enfants suivent l'école primaire : 92% des garçons, 86% des filles<sup>2</sup>. [...].

La quasi-généralisation scolaire n'a pas empêché le maintien du travail des enfants, [...]. La gratuité des fournitures scolaires ainsi que la distribution dans de nombreux États du repas du midi, incitent à la scolarisation. [...] Cette massification de l'enseignement public n'a pu se réaliser qu'au prix d'une augmentation des dépenses publiques, qui sont passées de 3% du PIB<sup>4</sup> en 1981<sup>5</sup> à 3,7% en 2003<sup>6</sup>, contre respectivement 2,3% et 2,5% actuellement au Pakistan et au Bangladesh. [...].

## Une pauvreté en décroissance...

Autour de 1980, l'agriculture était marquée par des inégalités foncières flagrantes : en 1971, la moitié des terres cultivables étaient détenues par 10% des agriculteurs<sup>1</sup>. Lors de mon voyage de cette année, aux dires des villageois, les plus grandes propriétés n'avaient pas des superficies démentielles. Ce partage des terres semble le résultat de la migration vers les villes des agriculteurs les plus aisés, qui ont alors préféré vendre leurs terres pour investir dans d'autres secteurs économiques que l'agriculture. Ce qui n'empêche pas la présence de nombreux petits paysans cultivant sur de très petites propriétés. On compte en effet 250 millions d'agriculteurs cultivant sur une exploitation de surface inférieure à 0,2 hectare<sup>2</sup>. [...] Même si ces terres, en produisant successivement du riz l'été et du maïs l'hiver, ont de hauts rendements, la production sur ces exploitations est maigre. De plus, on compte une quantité de paysans sans terre. Par exemple, l'État du Bihar qui a une population de 83 millions d'habitants en compte 1,7 millions<sup>3</sup>. Il s'agit de journaliers qui, m'a-t-on expliqué, lorsqu'ils travaillent sont payés après une longue et dure journée, par exemple dans l'État de l'Orissa 50 roupies, soit le prix d'un litre d'essence !

En outre, l'endettement des agriculteurs est un grave problème qui a déjà fait de nombreuses victimes : entre 1997 et 2005, il a provoqué le suicide de 150 000 paysans<sup>4</sup>. En outre, malgré le développement du système bancaire, les usagers pratiquent toujours des taux d'intérêt exorbitants : dans le village où l'on m'en a informé, il était de 10% par mois ! [...].

Depuis 1982, l'Inde a connu une forte industrialisation, notamment dans les campagnes. [...] Le secteur économique informel visible s'était beaucoup réduit depuis 1982 : on ne voit plus, par exemple, tous ces marchands de bananes qui étaient installés par terre les uns à côté des autres.

En ce qui concerne les transports, le chemin de fer a beaucoup progressé, notamment en ce qui concerne le service des voyageurs. L'Inde possède aujourd'hui un bon réseau constitué de lignes le plus souvent électrifiées. [...] En revanche, le pays connaît des pénuries d'électricité qui provoquent des coupures chez les particuliers. Provenant essentiellement de centrales hydrauliques installées à des barrages dont les lacs de retenue ont souvent des surfaces considérables (88 km<sup>2</sup> pour celui sur le Narmada)<sup>10</sup>, cette énergie est très dépendante des précipitations de la mousson. [...].

La démocratisation de l'enseignement et son corollaire de développement économique ont fortement contribué au recul de la pauvreté. La proportion de pauvres est en effet passée, de 1977 à 2001, de 51% de l'ensemble de la population à 26%.

## ... mais les problèmes alimentaires perdurent

On m'a signalé à plusieurs reprises des personnes souffrant de la faim. Ces cas se trouvent surtout au sein des tribus qui vivent dans des zones reculées des forêts. L'importante augmentation du prix des céréales depuis un an (doublement du prix du riz), liée à la crise alimentaire mondiale n'est pas fait pour arranger la situation alimentaire des couches les plus démunies. Pour tenter d'enrayer ces augmentations, le gouvernement a décidé, à partir de cette année, de stopper toute exportation de céréales. Par ailleurs, se met en place un « Système de Sécurité Alimentaire ». Grâce à des subventions, il consiste à vendre aux usagers nécessiteux des céréales à un prix moindre que celui du marché. Par exemple, durant mon séjour, le gouvernement de l'État de l'Orissa a décidé de vendre du riz à 2 roupies le kilo pour les 540 000 ménages les plus démunis<sup>11</sup>. Cet État compte 37 millions d'habitants !

Si la sous-alimentation s'est réduite, la malnutrition reste un problème, m'a signalé un médecin privé de campagne. Après la malaria, les diarrhées et le tétanos, elle est une des principales causes des visites de ses patients, qui manquent, par exemple, de protéines ou de vitamines. Globalement, le pays compte 57 millions d'enfants mal nourris<sup>7</sup>.

## Les SDF auraient-ils intégré les bidonvilles ?

Entre mes deux séjours en Inde, le nombre de SDF en ville s'est considérablement réduit. Ce qui ne signifie pas pour autant que le problème du logement soit résolu. Les bidonvilles sont nombreux, notamment à Mumbai (Bombay), où entre 1982 et 2008 ils ont proliféré. [...] Si ces habitats sont en général construits en dur, ils sont minuscules, car la place manque dans cette ville étouffante de 16,4 millions d'habitants<sup>12</sup>. 54% des logements de Mumbai sont dans les bidonvilles<sup>12</sup>. [...].

En milieu rural, le logement est également souvent précaire. [...] Nombre d'habitats faits

en torchis et de toit de chaume sont susceptibles d'être emportés par les eaux des inondations provoquées par la mousson. Tel fut le cas durant mon séjour dans l'État de l'Assam où 250 000 personnes ont dû être évacuées<sup>14</sup>. Cependant, grâce à la présence d'une quantité de petites briqueteries rurales, qui pointent leur cheminée vers le ciel, la construction en dur s'est, ces dernières années, beaucoup développée.

## Santé : de grands progrès mais doit mieux faire

Comme partout dans le monde, le développement de l'éducation des femmes en Inde a eu des répercussions sur la santé des enfants et donc sur la mortalité infantile. Son taux est en effet passé de 121‰ en 1981<sup>4</sup> à 55‰ aujourd'hui<sup>6</sup> contre 52,5‰ et 67,5‰ respectivement au Bangladesh et au Pakistan<sup>6</sup>.

L'eau, qui en 1982 était dangereuse à consommer, a vu sa qualité s'améliorer énormément, y compris en milieu rural. Et aujourd'hui, 86% de la population utilise de l'eau potable améliorée<sup>2</sup>.

À proximité de chaque village, il existe un centre de santé public où l'on effectue au minimum les soins primaires. [...] Ces centres de santé procèdent à des vaccinations massives. Si bien que, par exemple, 83% et 78% de la population sont vaccinés respectivement contre le tétanos et la tuberculose<sup>2</sup>. [...].

Au niveau de la prévention, de grands progrès restent cependant à faire en matière d'hygiène publique et de pollution. Si les intérieurs des maisons sont d'une propreté exemplaire, celle des rues laisse à désirer. Comme il n'y a pas de poubelle publique, les gens jettent leurs déchets au milieu de la rue. Puisqu'il n'existe pas non plus de poubelles privées, les habitants déposent leurs ordures devant leur porte, ramassées plus tard par les éboueurs.

Si les usines sont situées en dehors des zones les plus habitées, la faiblesse des normes anti-pollutions font que certaines d'entre elles rejettent une quantité de gaz nocifs dans l'atmosphère. De même l'immense parc de camions qui encombrant les routes et transportent l'essentiel des marchandises contribuent aussi à la pollution atmosphérique.

## Une démographie maîtrisée

L'Inde a vu sa population passer de 686 millions en 1982<sup>15</sup> à 1150 millions en 2001<sup>2</sup>. [...] La densité de population de l'Inde est 3,2 fois celle de la France<sup>6</sup>. Il y avait donc une urgence démographique.

En Inde, le système des pensions de retraite étant toujours resté marginal, les gens comptent sur leurs fils pour qu'ils assurent leur subsistance durant leurs vieux jours. Or, tant que le taux de mortalité juvénile était élevé, les parents désiraient avoir beaucoup de fils pour qu'il y en ait au moins un qui survive. Ce qui donnait donc des familles nombreuses. La baisse du taux de mortalité juvénile, qui de 1990 à 2006 est passé de 115‰ à 76‰<sup>2</sup>, a

réduit cette nécessité. Aussi, comme me l'a expliqué une militante féministe que j'ai rencontrée, les moyens contraceptifs sont aujourd'hui bien acceptés par les femmes. 56% des femmes concernées les utilisent<sup>2</sup>. De leur côté, les pouvoirs publics encouragent la contraception en faisant de l'information dans les établissements de santé et en y distribuant des préservatifs. Aussi, [...] il apparaît que la taille des familles s'est fortement réduite d'une génération à l'autre. Et de 1970 à 2006, le taux de fécondité est passé de 5,4 à 2,9<sup>2</sup>. Ce qui ne peut qu'améliorer la situation économique des familles et fait que la croissance démographique n'est plus que de 1% par an. La croissance démographique est donc maîtrisée.

### La libération des femmes

Si l'économie et le social ont, en 26 ans, bien évolué, les mentalités ont «la dent plus dure». [...] En 1982, on comptait dans l'ensemble du pays moitié moins de filles scolarisées que de garçons<sup>1</sup>. À présent, si en ville les filles poursuivent dans l'ensemble aussi loin leurs études que les garçons, il n'en est pas de même en milieu rural. Tel professeur d'école moyenne rurale m'a rapporté que dans son école les filles étaient en nombre moitié moindre que les garçons. Ces faits passés et présents expliquent le fait que l'on ne compte aujourd'hui que 66 femmes alphabétisées pour 100 hommes<sup>2</sup>.

En outre, le poids de la tradition fait que, en dehors des très grandes métropoles comme Delhi ou Bombay, les femmes sont complètement exclues du travail dans les commerces et restaurants. En revanche j'en ai vues beaucoup travailler dans le bâtiment et les travaux publics. Dans les villages, elles sont quasiment absentes des rues. [...].

Alors que la loi précise que l'héritage doit être partagé entre tous les enfants d'une même famille, de fait il est distribué selon les règles religieuses de chacune des communautés : hindoue, musulmane, sikh, chrétienne. Aussi, chez les hindous l'héritage n'est réparti qu'entre les fils, et ce y compris en milieu urbain. Le versement de la dot à l'occasion des mariages est interdit par les lois républicaines, mais cette tradition reste pratique courante. Chez les Hindous, contrairement aux Musulmans, c'est la famille de l'épouse qui paye la dot au mari. La très grande majorité des mariages, qui sont en Inde seulement déclarés dans les lieux de culte, sont négociés entre parents au mépris des sentiments des enfants. Et lorsque la famille de l'épouse ne parvient pas à payer la totalité de la dot, le mari s'en prend à sa femme qui subit alors des violences. Ce phénomène est aggravé en milieu urbain, où le développement de la consommation pousse les maris à augmenter leurs exigences financières.

Lorsque des jeunes décident de se marier sans le consentement de leurs parents, surtout lorsqu'ils sont de castes différentes, ils risquent d'être assassinés par un des membres de leur propre famille. De tels crimes ont lieu généralement dans un silence que perturbe rarement la police, qui agit surtout lorsqu'on la paye.

Tous ces actes de violence qui s'appuient sur la tradition sont rarement jugés par les tribunaux. [...].

Comme les musulmanes, les femmes hindoues partent après leur mariage vivre dans leur belle-famille. Au sein de leur famille natale elles ne sont donc considérées que de passage. Ce fait et le paiement de la dot font

préférer les fils aux filles. Ainsi, lorsque après examen médical les parents apprennent qu'ils attendent une fille, la future mère est fortement incitée à avorter. Pour s'informer sur le sexe des fœtus, de nombreux cabinets médicaux privés pratiquant les ultrasons se sont récemment ouverts, alors que l'avortement sélectif est interdit par la loi ! [...].

Entre 1991 et 2001, la proportion de femmes au sein de la population âgée de moins de 6 ans est passée de 935 filles pour 1 000 garçons à 906<sup>3</sup> ! [...].

Cependant, certains faits permettent de conserver un certain optimisme pour l'avenir. Même si elles y trouvent difficilement leur place, les femmes doivent représenter 30% des élus des Conseils de Panchayat<sup>4</sup>. Cette loi semble bien appliquée. En outre, dans les villes les jeunes femmes sont nettement plus émancipées. [...] Dans le même ordre d'idée, le nombre d'étudiants dans les formations d'ingénieur augmente rapidement. Enfin, il existe quelques groupes de femmes, qui en se réunissant, apprennent leur droit, prennent confiance en elles et commencent à réagir.

### Des rapports intercommunautaires s'améliorant

[...] D'après les témoignages que j'ai recueillis, les discriminations que subissent les intouchables se sont plus ou moins réduites selon les lieux. Dans les villes, la hiérarchie des castes a presque disparu. Tel citoyen que j'ai rencontré dans un café-restaurant m'a annoncé d'emblée qu'il était dalit et que cette appartenance ne lui posait aucun problème ! En milieu rural, la situation est plus contrastée. [...] La discrimination positive dont jouissent, depuis des décennies, les Dalits à l'entrée des universités et dans la fonction publique n'a pu que faciliter leur rapprochement avec les gens de caste.

En ce qui concerne les relations entre la minorité musulmane et les Hindous, tous les échos que j'ai eus en dehors de l'État Jammu-Cachemire allaient dans le sens de l'entente cordiale. En revanche, durant mon séjour, cet État a connu de grands problèmes intercommunautaires. [...] Ce conflit, qui dure depuis l'indépendance des Indes, a déjà provoqué de nombreux affrontements armés qui ont fait de nombreuses victimes. Par exemple, depuis 1990 ils ont provoqué au Cachemire le veuvage de 6 000 femmes de civils<sup>5</sup> ! L'Inde s'étant toujours refusée à appliquer la résolution de l'ONU demandant le déroulement d'un référendum d'autodétermination au Cachemire.

### Des inégalités qui se creusent

Si l'ensemble de la population a profité du développement du pays, ce sont les couches les plus favorisées qui, économiquement parlant, en ont le plus joui. Par exemple, dans la capitale financière qu'est Mumbai, parallèlement à l'extension des bidonvilles a émergé une hyperbourgeoisie. Cette ville possède des quartiers huppés contenant des rues privées. Pour protéger les biens de cette classe sociale, les agents de sécurité privée ont proliféré. Pour satisfaire les besoins commerciaux de ces nouveaux riches se sont développés dans toutes les grandes villes, à côté des multiples échoppes et des vendeurs de trottoirs, les luxueux mall.

Les inégalités se sont donc creusées. Comme dans beaucoup d'autres pays, elles sont notamment le résultat du fait qu'en économie

libérale l'argent va essentiellement à ceux qui en ont déjà. En effet, au fil des années les revenus du capital se sont accrues : par exemple de 1990 à 2002, la productivité s'est accrue de 82%, alors que les salaires n'ont augmenté que de 22%<sup>6</sup>.

De fortes inégalités existent également entre États. Par exemple, l'Orissa compte 42% de sa population vivant au-dessous du seuil de pauvreté contre seulement 6% au Punjab<sup>7</sup>. [...].

L'inégalité entre classes sociales existe aussi au sujet des prises de décision, notamment pour l'usage des sols. L'Inde possède de grandes étendues de forêts où vivent depuis des siècles des tribus ayant leur propre mode de vie. Mais une bonne partie du sous-sol de ces forêts possède des richesses minières. Les compagnies minières avec l'aide de la force publique rasant alors des forêts et expulsent leurs habitants. Aussi, depuis 1980, 1116 km<sup>2</sup> de telles terres ont été confisquées au profit de ces entreprises, provoquant des milliers de déplacements<sup>8</sup>. Ces derniers provoquent des frustrations qui font le lit de la guérilla naxalite qui sévit dans les massifs montagneux de l'Orissa et du Bihar en tuant de nombreux policiers.

À proximité des villes, l'expropriation de terres agricoles en vue de créer des zones industrielles a, durant mon séjour, provoqué des manifestations qui ont fait plusieurs victimes. Par exemple, dans la grande banlieue de Delhi, une centaine d'agriculteurs expropriés ont manifesté pour obtenir une meilleure indemnisation de leurs terres, qui étaient vouées à une zone franche, le prix fixé étant vingt fois inférieur à celui du marché<sup>9</sup>. La police a alors tiré sur les manifestants et fait quatre morts. De tels incidents sont fréquents en Inde.

Cependant, le gouvernement, actuellement dominé par le Parti du Congrès, ne réagit pas uniquement par la force. Ainsi, pour contrer la grève générale prévue le 20 août, il a décidé juste avant celle-ci d'accorder une très forte augmentation de salaire (20%) pour tous les fonctionnaires, alors que l'inflation n'a été que de 12% durant les douze derniers mois. ■

Jean-François LE DIZÈS

Auteur de « globe-trotter, carnets de voyage d'un burlingueur militant », 2007, Éditions L'Harmattan

(1) Compte rendu du voyage en Inde en 1982 de Jean-François Le Dizès

(2) UNICEF

(4) Produit Intérieur Brut

(5) L'état du monde 1984, éditions La Découverte

(6) L'état du monde 2008, éditions La Découverte

(7) « Rural Women and Development in India. Issues and challenges » de U. Kalpagam et Jaya Arunachalam, éditions Rawat, Inde 2008

(8) Le quotidien « The Times of India »

(9) Parti Communiste Indien

(10) « The River and Life. People's struggle in the Narmada valley » de Sanjay Sangvai, éditions Earthcare books, 2002

(11) Le quotidien « The Asian Age »

(12) « India's development. Social and economics disparities » de S. Mahendra Dev et K.S. Babu, éditions Manohar/IDPAD New Delhi 2008

14 Galerie marchande de produits de luxe

(15) L'état du monde 1982, éditions La Découverte

17 Intouchables

(20) Le quotidien « Hindustan Times »

# Commission féminisme

La commission « féminisme » se réunira une première fois lors de la coordination générale le samedi 27 septembre de 14h à 16h et de nouveau le samedi 4 octobre à Gardanne (13)

Lors de la réunion du 27 septembre à Paris, les points suivants seront abordés:

- \* rappel des objectifs de cette commission et détermination de son nom
- \* bilan de l'université d'été en dégagant les sujets sur lesquels notre mouvement pourrait se prononcer lors du congrès de novembre et ceux sur lesquels il est urgent d'approfondir la réflexion
- \* la réactivation de notre participation aux différents collectifs féministes (Collectif National Droits des Femmes, Marche Mondiale, réseau Ruptures,,,) )
- \* préparation de la journée du 4 octobre

contact: liste de diffusion : [alterfeministes@alternatifs.org](mailto:alterfeministes@alternatifs.org)

## COORDINATION GENERAL DES ALTERNATIFS DES SAMEDI 27 ET DIMANCHE 28/09

La proposition d'ordre du jour initiale était la suivante (mais il est possible d'inverser les points prévus le samedi matin et ceux du dimanche matin) :

### Samedi 27 septembre

**14h-16h:** Réunion des commissions étant donné que celles qui préfèrent se tenir le matin pourront tout à fait se réunir rue de Malte

**16h-16h30 :** Organisation des travaux de la coordination ( mise en application de la résolution présentée par la commission féminisme et adoptée lors de l'Université d'été)

**16h45-19h :** Préparation du Congrès National : présentation du premier texte en plusieurs parties issu du groupe de travail, rapport d'activités, motions, organisation, critères représentation des fédérations.....

**19h :** A partir de 19 h réunion d'un petit groupe de travail sur la mise en œuvre des décisions à prendre pour la préparation et l'organisation du Congrès

### Dimanche 29 septembre

**9h30-12h30:** La conjoncture politique et sociale

• Compte rendus : Anancy, FSE, Débat avec les communistes unitaires...)

• Initiatives à venir ( à noter que la réunion nationale de l'appel Politis aura lieu le samedi 11-10 en banlieue parisienne)

• Représentation des Alternatifs à la coordination des écologistes radicaux

• Etat de la remontée des cartes

• L'Université d'été de 2008 à 2009

**12h30-14h:** Repas en commun solidaire et biologique

**14h-16h:** Rapport des commissions

Rapport et adoption des conclusions du groupe de travail du samedi sur le Congrès

### Demande de modification de l'Ordre du Jour

Des camarades demandent de rajouter à l'ordre du jour :

-Discussion sur nos statuts, intégration du fonctionnement en "fermeture-éclair" adopté lors de l'Université d'été, article supplémentaire sur la révocabilité des mandats entre deux congrès. Propositions de réformes, notamment de l'article 4.

-Candidatures afin d'élargir l'exécutif avec l'apport de nouvelles personnes représentant notre diversité venant ou non des groupes locaux.

Luc BORDAS (84), Nathan BOUMENDIL (Paris-Est), Audrey ETIENNE (Paris-Est), Joelle GOMEZ (30), Franck MOULET (Paris-Est), Océane ROCHE (84), Elodie VIEILLE-BLANCHARD (Paris-Est), Ali ZARGUIT (84)

Encore un compte-rendu d'atelier de l'U.E

## Lutte des femmes et autogestion

La tenue de cet atelier est l'occasion de discussions entre un intervenant et une animatrice/organisatrice de l'université d'été. Elle entend refléter le rôle des femmes dans des expériences autogestionnaires.

Les deux exemples exposés sont

1. la reprise de l'usine textile Bruckman par des ouvrières, dans la période de faillite de l'économie argentine (début des années 2000). Maxime Quijoux a assisté à cette période à l'évolution de cette expérience.

2. Une présentation de l'organisation du Zapatisme dans le Chiapas, frontalier du Guatemala par Cécile Gondard de Solidaires.

- Bruckman, au personnel majoritairement féminin (80%) avec la spécificité de femmes d'origine paraguayennes, montre une participation très différenciée des hommes et des femmes. Les femmes assurent le maintien de la reprise d'usine quand les hommes se montrent passifs et même réticents : ils vivent le AG comme des "chamailleries" sans fin, du temps perdu sans être efficace.

- L'expérience zapatiste fait irruption après l'insurrection du 1er janvier 2004 de l'EZLN. Tout de suite le zapatisme présente un aspect autogestionnaire et porte la place importante des femmes. Celles-ci se sont organisées de manière non mixte et ont fait valoir leurs droits, en premier lieu pour en finir avec la violence des maris et des patrons. Elles écrivent une charte où figurent le droit de décider du nombre d'enfants qu'elles veulent avoir, l'interdiction de l'alcool, l'accès aux postes de commandement de manière égalitaire. À noter

la parité entre femmes et hommes au sein de l'EZLN, le zapatisme armé, ainsi que dans la justice. De même, la 3ième Rencontre Internationale dédiée aux femmes a vu les hommes chargés uniquement des tâches domestiques et de l'organisation pratique de la rencontre.

### Le débat

D'autres cas d'expériences autogestionnaires ou de luttes de femmes évoquées: la bataille contre le rachat des terres par les grands propriétaires en Argentine à la même époque que l'expérience Bruckman ; l'expérience de Seikatsu, coopérative de consommation développée par des femmes au Japon depuis les années 60.

Beaucoup de questions sur les expériences tournant surtout autour des aspects autogestionnaires.

Quelles actions des femmes, dans quels domaines pour le zapatisme ? Toujours pour le Zapatisme, quelle organisation du territoire zapatiste ?

Une discussion s'instaure sur Bruckman en réaction au côté "dévastateur" pour certain-e-s de l'autogestion. Affirmation que l'autogestion ne s'improvise pas, qu'il faut y réfléchir, que cela s'organise.

Par ailleurs accent mis sur la nécessité de cette organisation, suite à la fuite du patron. Mais la nécessité n'est-elle pas toujours à l'origine de l'autogestion ?

Sera également posée dans les deux cas la question de la spécialisation de certains/certaines dans des tâches, ce qui peut conduire à des positions de pouvoir.

L'atelier mériterait une approche plus exhaustive et il s'agit d'une synthèse partielle, trop partielle. ■

Jean-Louis LE BOURHIS

## Solidarité

### Motion de l'Université d'été à propos de Marina Petrella

Les Alternatifs réunis en Université d'été du 20 au 24 août 2008, consacrée au féminisme, réaffirment leur solidarité avec Marina Petrella arrêtée il y a un an, dont le décret d'expulsion a été récemment signé par le premier ministre, et cela plus de vingt ans après que celle-ci ait renoncé à l'action violente.

Ce décret balaye d'un trait la vie d'une femme, menacée dans son intégrité physique et morale, et de sa famille, dénie la politique d'accueil des réfugiés italiens mise en oeuvre au début des années 80 par l'Etat français.

Ce qui a été décrété par l'exécutif du gouvernement français peut être défilé : le président Sarkozy en a le pouvoir.

Les Alternatifs prennent acte de la levée d'écrou, à la demande du parquet, qui accorde une liberté à Marina Petrella sous contrôle judiciaire.

Cette levée d'écrou est une avancée partielle obtenue grâce à la mobilisation exemplaire de son entourage et de son comité de soutien.

Les participantEs à l'université d'été s'associent plus que jamais à la poursuite de la mobilisation et appellent à la multiplication des comités de soutien en régions pour la libération de Marina Petrella et afin que son décret d'extradition soit rendu caduc en application de la clause humanitaire de la convention européenne de 1957 signée par la France et l'Italie. ■

Sainte Croix le 24 Aout 2008

## LE LIBAN SUR LA TOILE

Du 16 au 23 Aout s'est tenu le 31ème Festival de cinéma de Douarnenez (Finistère); une édition consacrée, cette année, au Liban et qui a connu un succès plus qu'honorable pour une ville de moins de 16 000 habitants: De l'ordre de 14 000 entrées dans les salles, en progression de 10% par rapport à l'édition précédente.

Une soixantaine de films ont ainsi pu être projetés, en très grande majorité des oeuvres d'auteurs libanais dont, pour une bonne moitié, des films produits dans les 10 dernières années. Outre ces projections, la trentaine d'invités (réalisateurs et réalisatrices, universitaires, journalistes...) ont animé tout au long de la semaine des ateliers et des débats suivis par une assistance particulièrement nombreuse. Par ce biais, les organisateurs ont su faire percevoir aux festivaliers la complexité de la société libanaise et de la situation politique qui prévaut dans ce Pays: Poids du système confessionnel sur les institutions du Pays; un système que de nombreux invités ont dépeint comme à bout de souffle, même s'il n'est sans doute pas prêt de s'effondrer. Faillite et incurie de l'Etat: à titre d'exemple, il a été ainsi indiqué que 70% de l'enseignement est privé et assuré par des institutions liées aux diverses communautés religieuses. Poids des grandes familles sur la vie politique et leur intrication dans le système confessionnel, corruption des élites politiques. Question des réfugiés palestiniens, de leur statut et de leur absence de droits (droit au travail, à la propriété...); ils sont de l'ordre de 400 000 au Liban (10% de la population du pays), répartis pour la plupart dans 12 camps officiellement répertoriés et dans un certain nombre de "rassemblements".

Quant au cinéma libanais lui-même, il reste fortement marqué par la guerre, y compris pour des oeuvres récentes. 15 années de guerre civile, l'occupation prolongée d'une partie du territoire par Israël et la résistance à cette occupation, 30 ans d'une pesante "tutelle" syrienne ont laissé une profonde empreinte sur la société libanaise. La production cinématographique ou audiovisuelle en est largement témoin. La guerre et une violence sous-jacente ne sont jamais loin, même derrière l'humour; une violence qui n'est pas circonscrite à la seule sphère des conflits politiques mais qui peut migrer dans les simples rapports humains. On peut aussi noter l'importance que revêt Beyrouth dans l'imaginaire de nombreux réalisateurs, une ville qui apparaît au coeur de l'identité libanaise. Dans cette complexité libanaise, et en particulier depuis la guerre avec Israël de l'été 2006, la question du Hezbollah ne pouvait pas être occultée. Deux films, *Femmes du Hezbollah* et surtout *Le mystère Hezbollah* de Alain Gresh et Jean François Boyer ont donné à voir de ce mouvement une réalité moins caricaturale que ce que les médias occidentaux assèment à longueur de temps, Douarnenez ayant une longue tradition de

solidarité avec le peuple palestinien, les organisateurs ont également voulu ouvrir le Festival sur la situation des réfugiés palestiniens dans ce Pays, tant au travers de films qui leur sont consacrés que par la présence de deux représentantes de l'Union Générale des Femmes Palestiniennes pour le Liban. Leur histoire reste hantée par le massacre de Sabra et Chatilla en 1982, après le départ des forces de l'OLP de Beyrouth (plus de 2000 victimes, hommes femmes et enfants assassinés par les milices phalangistes sous contrôle israélien). Une tragédie emblématique du destin de ce peuple. Deux films de la sélection douarneniste en traitaient: *Valse avec Bashir* du cinéaste israélien Ari Folman et *Massaker* de la réalisatrice allemande Monika Borman (unesuite d'interviews anonymes de quelques uns des auteurs du massacre) Mais la situation des palestiniens au Liban, ce sont aussi les réalités bien concrètes que vit cette population aujourd'hui, ses difficultés quotidiennes, les espérances de sa jeunesse; des réalités dont témoignent des films comme *Rond point Chatilla* ou *A chacun sa Palestine*.

Le Festival aura donc montré une filmographie difficile dans l'ensemble. Mais également des oeuvres plus légères comme le film *Caramel* qui sous l'angle de la comédie n'en aborde pas moins la situation des femmes au Liban et des pesanteurs de la société en la matière, toutes communautés confondues.

Tant par le biais du cinéma que des débats ou des rencontres avec les invités, les spectateurs auront pu retenir de cette édition, que, situé au coeur d'un faisceau de conflits qui ont une dimension interne, régionale et internationale, le Liban n'en a pas fini avec sa crise politique et institutionnelle. Au dire de plusieurs invités libanais, cette crise trouve ses racines dans le fait que la fin de la guerre civile, scellée par les accords de Taëf en 1989, s'est construite sur un consensus de l'oubli, sans qu'une véritable oeuvre de mémoire ne soit menée qui aurait pu conduire à une réconciliation en profondeur.

Le Liban connaîtra des élections législatives, avec une nouvelle loi électorale, au printemps 2009. La question reste posée de savoir si cette échéance permettra au peuple libanais d'une finir avec le système confessionnel. Les personnalités présentes à Douarnenez ne cachaient pas leurs doutes quant aux perspectives de voir émerger à court terme un projet politique laïc pour leur Pays. Des événements à suivre de près en tous cas, car c'est en partie la paix du monde qui se joue dans cette région.

En 2009, le festival portera sur les peuples du Caucase. Là encore, une région au coeur des crises de notre planète. ■

Jean Louis GRIVEAU

